**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL D'ANNESSE ET BEAULIEU
SEANCE DU 4 MARS 2024**

Nombre de conseillers en exercice : ..14

Présents :13

Votants :13

L'an deux mille vingt-quatre, le 4 mars à 20 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni à la Mairie d'Annesse-et-Beaulieu sur la convocation de Monsieur le Maire du 26 février 2024.

ETAIENT PRESENTS : Philippe Perperot, Marie-Laure Alarcon, Christophe Charles, Sandrine Bisson, Jérôme Barbut, Françoise Georgevail, Armelle Montet, Marie-Jocelyne Senemaud, Patrick Jayat, Eric Hartel, Sabine Lapouge, Stéphan Picaglia, Vincent Marty

ABSENT, EXCUSÉ :

Cyril Boulley

SECRETAIRE DE SEANCE : SABINE LAPOUGE

APPROBATION A L'UNANIMITE ET SIGNATURE DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 12 décembre 2023

BUDGET GENERAL : VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

N° 2024-02-01

Sous la présidence d'Armelle MONTET, le conseil municipal examine les comptes administratifs présentés par Sandrine BISSON, adjointe au Maire chargée des finances qui s'établissent ainsi :

Section de fonctionnement

Dépenses fonctionnement clôture = (1)	1 108 001.59
Recettes fonctionnement clôture = (2)	1 209 646.46
Résultat exercice 2023 (3) = (2) - (1)	+ 101 644.87
Excédent fonctionnement reporté 2022 (002) = (4)	+ 156 703.06
Total excédent fonctionnement 2023 = (3) + (4) = (5)	+ 258 347.93

Section d'investissement

Dépenses d'investissement exercice 2023 = (6)	285 799.15
Recettes d'investissement exercice 2023 = (7)	76 793.67
Résultat exercice 2023 (8) = (7) - (6)	- 209 005.48
Excédent 2022 reporté (001) = (9)	+ 128 625.19
Total investissement 2023 = (8) + (9) = (10)	- 80 380.29

Restes à réaliser en section d'investissement

Restes à réaliser dépenses = (11)	182 104.98
Restes à réaliser recettes = (12)	79 239.83
Cumul des restes à réaliser = (11) - (12) = (13)	- 102 865.15
Total cumulé investissement = (13) + (10)	- 183 245.44

Après délibération, et après que le Maire se soit retiré de salle au moment du vote conformément à l'article L 2121-14 du CGCT,
Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte administratif du budget principal 2023.

BUDGET GENERAL : AFFECTATION DES RESULTATS

N° 2024-02-02

Le Conseil municipal, après avoir adopté le compte administratif du budget principal de l'exercice 2023, statuant sur l'affectation de résultat de fonctionnement de l'exercice 2023, constatant que le compte administratif de l'exercice 2023 présente :

- un excédent cumulé de fonctionnement de 258 347.93 €
- un déficit cumulé d'investissement de – 183 245.44 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- couverture du déficit d'investissement cumulé (c 1068) 183 245.44 €
- solde en excédent de fonctionnement à reporter (c 002) 75 102.49 €

VOTE DU COMPTE DE GESTION

N° 2024-02-03

Le conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et décisions modificatives de l'exercice 2023 qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressé par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après avoir entendus et approuvés les comptes administratifs de l'exercice 2023.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

- DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2023 par le Receveur, visé et certifié conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

MISE EN ŒUVRE DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI)

N° 2024-02-04

La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi Climat & Résilience) prévoit, dans son article 17, la décentralisation de la police de la publicité à compter du 1^{er} janvier 2024.

A partir de cette date, le Maire, et le cas échéant le Président de l'EPCI, sera compétent pour assurer la police de la publicité sur le territoire que la commune soit ou non couverte par un règlement local de publicité.

Monsieur le Maire rappelle que le conseil communautaire du Grand Périgueux a approuvé le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) le 22 juin 2023.

Monsieur le Maire indique au conseil municipal qu'il a décidé de s'opposer au transfert de pouvoir de police de la publicité au Président du Grand Périgueux et donc de conserver le pouvoir de police à la compétence du Maire et qu'il est nécessaire de délibérer sur l'adhésion de la commune au SIC, Service Instructeur Commun, pour la partie publicité extérieure.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- **DEMANDE** que l'instruction soit réalisée par le Service Instructeur Commun du Grand Périgueux,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant

OBJET : Demande de fonds de solidarité – fonds de mandat du Grand Périgueux

N° 2024-02-05

La commune mène depuis plusieurs mois un programme d'aménagement de ses bâtiments et de sécurisation des voies et souhaite solliciter le fonds de mandat du Grand Périgueux pour financer une partie de ces investissements.

Trois projets communaux pourraient faire l'objet d'un financement au titre du fonds de mandat du Grand Périgueux :

1) Confort d'été - installation de ventilateurs pour l'école maternelle

Le premier projet consiste à installer deux ventilateurs de plafond dans le dortoir des enfants de l'école maternelle. Exposée plein sud, la température de cette pièce en période de canicule ne peut être rafraîchie par simple ouverture des fenêtres et empêche les enfants de se reposer convenablement.

Considérant le coût du projet estimé à 995,82€ HT,

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

	Montant	%
Grand Périgueux – Fonds de mandat	487,95€	49
Autofinancement	507,87€	51
TOTAL	995,82€	100

Le Maire propose de solliciter l'aide du Grand Périgueux au titre du fonds de solidarité – fonds de mandat d'un montant de 487,95€ soit 49% du coût total de ce projet.

2) Sécurité routière – Installation d'un radar pédagogique sur la RD3

Le second projet consiste à acquérir et à installer un radar pédagogique au niveau du lieu-dit Siorac, sur la RD 3. La commune met tout en œuvre depuis plusieurs mois pour réduire la vitesse sur cette départementale.

Considérant le coût du projet estimé à 3 397,98€ HT,

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

	Montant	%
Grand Périgueux – Fonds de mandat	1 665,00€	49
Autofinancement	1 732,98€	51
TOTAL	3 397,98€	100

Le Maire propose de solliciter l'aide du Grand Périgueux au titre du fonds de solidarité – fonds de mandat d'un montant de 1 665,00€ soit 49% du coût total de ce projet.

3) Equipement sportif – aménagement des vestiaires du football

Le dernier projet consiste à aménager les locaux existants des vestiaires du football. La commune a dû abandonner son projet initial de créer un nouveau local pour lequel elle avait obtenu une subvention au titre du fonds de mandat de 40 000€. Au regard du coût exorbitant du projet, le conseil municipal a préféré réorienté le projet par la rénovation et le réaménagement du local existant.

Considérant le coût du nouveau projet estimé à 7 805,21€ HT,

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

	Montant	%
Grand Périgueux – Fonds de mandat	3 825,00€	49
Autofinancement	3 980,21€	51
TOTAL	7 805,21€	100

Le Maire propose de demander l'annulation de la subvention obtenue de 40 000€ au titre du fonds de mandat pour le projet de construction d'un vestiaire sportif et de réaffecter une partie de cette subvention dans le projet de rénovation du vestiaire existant d'un montant de 3 825,00€ soit 49% du coût total de ce projet.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- demande l'annulation de la subvention de 40 000€ obtenue au titre du fonds de mandat du Grand Périgueux pour le projet de construction d'un vestiaire sportif,
- sollicite l'aide du Grand Périgueux au titre du fonds de mandat pour les opérations suivantes :
 - 487,95€ pour l'installation de ventilateur dans le dortoir de l'école maternelle (opération de confort d'été),
 - 1 665,00€ pour l'installation d'un radar pédagogique sur la RD 3,
 - 3 825,00€ pour le réaménagement du vestiaire du club de football,
- autorise le Maire à engager toutes les démarches administratives nécessaires à ces demandes.

DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

N° 2024-02-06

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales

Article L 1612-1

Modifié par LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des

crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2023 : 327 676.33 € (Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts » et hors opérations d'ordre)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 81 545 € (< 25% x 327 676.33 €.)

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Opération n° 101 – Mairie – article 21351 : 7 787 €

Opération n° 102 – Voirie – article 2151 : 48 618 €

Opération n° 103 – Equipements divers – article 2188 : 509 €

Opération n° 104 – Pôle sportif – article 21318 : 1 125 €

Opération n° 105 – Opérations non individualisées – article 2118 : 23 506 €

Total : 81 545 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'accepter les propositions de M. le maire dans les conditions exposées ci-dessus.

REMBOURSEMENT DE FRAIS

N° 2024-02-07

M. le Maire informe l'assemblée que le club ado a fait une sortie au futuroscope le 29 février dernier. Afin de limiter les frais de cette sortie, deux élus ont prêté leur véhicule (un véhicule 7 places et un véhicule 5 places) à deux agents communaux : Jérémy Ducom, responsable du pôle enfance et Céline Charbonnieras, animatrice.

Les deux agents communaux ont avancé les frais d'essence et de stationnement. M. le Maire propose de les rembourser selon détail ci-dessous :

- Jérémy Ducom : 63.47 € (dont 60.57 € de frais d'essence et 2.90 € de frais de stationnement)

- Céline Charbonnieras : 43.90 € (dont 41 € de frais d'essence et 2.90 € de frais de stationnement)

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide le remboursement des deux agents comme proposé ci-dessus.

Ont été successivement abordés les points suivants :

CONSULTATION DU PUBLIC

Le Maire informe le Conseil d'une consultation du public sur la Commune de Montrem concernant la création d'une station de transit et de concassage à Montrem par la SAS Colas France. Invité à donner son avis, le Conseil municipal n'émet pas d'observation.

RECENSEMENT DE LA POPULATION DE JANVIER 2023 :

Le Maire annonce une hausse brute de 77 habitants depuis le recensement de 2017. Ainsi la population municipale s'élève à 1445 habitants et la population totale à 1490 habitants au 1^{er} janvier 2024. L'ajustement annuel à la hausse de la population devrait permettre à la commune d'atteindre les 1500 habitants d'ici peu. Le Maire rappelle que cette augmentation de la population a un impact sur le montant des dotations de l'Etat et financements divers. D'autre part, si le seuil des 1500 habitants était atteint lors des prochaines élections municipales, le nombre de conseillers municipaux serait fixé à 19.

ASSAINISSEMENT DU HAMEAU DE LA ROCHE BEAULIEU :

La Communauté d'agglomération du Grand Périgueux a accusé réception du courriel de la Mairie l'informant de l'acquisition de la surface foncière nécessaire à l'implantation d'une station d'épuration. Cet ouvrage permettra d'assainir les habitations du hameau et remplacera l'actuelle station d'épuration du collège de la Roche Beaulieu. Le Maire indique que les services du Grand Périgueux l'ont informé que la programmation des travaux est prévue à compter de 2028 et qu'ils ont interrogé le Département sur sa participation financière au titre du collège.

EFFONDREMENT D'UNE PARTIE DU MUR DE SOUTÈNEMENT DU CHATEAU DE LA ROCHE :

Le propriétaire du château a bien pris en compte l'arrêté municipal et a fait appel à un bureau d'études pour définir les mesures et travaux immédiats de sécurisation à mettre en place. Ce bureau d'études spécialisé interviendra en avril. Les travaux définitifs seront faits ultérieurement.

PROJET L'AGGLO JOUE LES JEUX :

Le Maire indique que la Commune a répondu à l'appel à projet du Grand Périgueux pour l'opération « L'Agglo joue les jeux ». Plusieurs animations à destination des adolescents sont ainsi programmées courant avril avec notamment une sortie à Limoges le 26 avril pour assister à un match de handball de 1^{ère} division. L'ensemble de ce projet (1240 €) est financé intégralement par le Grand Périgueux qui en est remercié.

SMD3 :

La campagne de verbalisation des infractions à commencer sur la Commune. Plusieurs constats d'infraction ont déjà été établis.

Le Maire souhaite inciter les habitants qui n'auraient toujours pas retiré leur carte d'accès aux bornes à faire le nécessaire rapidement auprès des services du SMD3.

PARKING DU MONUMENT AUX MORTS :

Un courrier a été adressé à M. Picaglia pour remettre en état le parking du monument aux morts.

ROUTE DE LEYPALOU :

La réfection de la partie basse de la route et ses fossés qui se sont dégradés, est à programmer.

CASIERS POUR LES ASSOCIATIONS DANS LE FOYER RURAL :

Les travaux de création de casiers à l'intérieur du foyer rural ont débuté. Ces espaces permettront aux associations disposant de matériel de pouvoir le stocker dans de bonnes conditions.

REUNIONS DIVERSES :

Les dates des prochaines réunions (commission des finances, concertation, prochain conseil municipal) ont été fixées.

Séance levée à 21 h 57

Nom Prénom	Signature	Nom	Signature
PERPEROT Philippe		LAPOUGE Sabine	
ALARCON M. Laure		PICAGLIA Stephan	
BOULLEY Cyril	Absent	MONTET Armelle	
BISSON Sandrine		BARBUT Jérôme	
CHARLES Christophe		SENEAUD M. Jocelyne	
GEORGEVAIL Françoise		MARTY Vincent	
JAYAT Patrick		HARTEL Eric	